



ALAIN GOURANTON
Loïc LÉCUYER
JEAN-FRANÇOIS JOUAN

NOTAIRES ASSOCIÉS

26 JUIN 2003

DONATION ENTRE VIFS

par : Monsieur et Madame Jean-Marie
GOTREAU

au profit de

Monsieur Arnaud GOTREAU

OFFICE NOTARIAL
RENNES

4, rue du Champ Dolent
(accès par le 36 bis,
rue Poullain-Duparc)
B.P. 2535

35025 RENNES CEDEX 3

Téléphone 02 99 79 51 52

Télécopie 02 99 79 50 46

C.C.P. Rennes 1997 09 X



E-mail : gouranton-lecuyer-jouan@notaires.fr

Successeurs de M^{re} A. LECOQ, J. PICAUT, R.X. BOURGES

Etude membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté.

TIMBRE DE DIMENSION
PAYÉ SUR ÉTAT
AUTORISATION du 31-12-87

2506291



Le 20 SEP. 2005
Dépôt N°

20030537

995358 01

LL/SY/CJ

L'AN DEUX MIL TROIS,
Le VINGT-SIX JUILLET.

Maître Loïc LECUYER, Notaire, membre de la Société Civile Professionnelle "Alain GOURANTON, Loïc LÉCUYER et Jean-François JOUAN, Notaires Associés", titulaire d'un Office Notarial à RENNES (Ille-et-Vilaine), 4, rue du Champ Dolent,

A RECU le présent acte de DONATION à la requête de :

- "DONATEUR" - :

Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Chef d'entreprise, et Madame Anna Odile Marie TEXIER, Secrétaire comptable, son épouse, demurant ensemble à LANGOUET (35630), Lieudit "Le Placis Suzain",

Nés savoir :

Monsieur GOTREAU à PETIT-BERSAC (24600) le 29 avril 1950,

Madame GOTREAU à MONTFORT-SUR-MEU (35160) le 7 avril 1947,

Mariés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de BRETEIL (35160), le 1er mai 1976.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

Monsieur de nationalité française.

Madame de nationalité française.

«Résidents» au sens de la réglementation fiscale.

Ici présents.

Ci-après dénommés "LE DONATEUR"

- "DONATAIRE" - :

Monsieur Arnaud Fernand Armand GOTREAU, demeurant à LANGOUET (35630) Lieudit "Le Placis Suzain",

Né à RENNES (35000) le 3 juillet 1980,

Célibataire.

De nationalité française.

AP

—

AG

✓

«Résident» au sens de la réglementation fiscale.
Ici présent.

Ci-après dénommé "**LE DONATAIRE**",

SEUL ENFANT du "**DONATEUR**" et son seul présomptif héritier.

EXPOSE

Enonciation des biens mobiliers faisant l'objet de la présente donation entre vifs

Monsieur et Madame GOTREAU, préalablement à l'acte de donation objet des présentes, exposent ce qui suit :

Il dépend de leur communauté de biens les parts suivantes dans la société dénommée " FINANCIERE GOTREAU".

1/ Cette Société Civile est régie par les dispositions du Titre IX du Livre Troisième du Code Civil, leurs textes subséquents, et les statuts établis suivant acte sous seing privé en date du 11 juin 2003, enregistré à la Recette Principale des Impôts de RENNES EST, le 18 juin 2003, bordereau 2003/569, case numéro 19,

2/ Son siège social est fixé à LANGOUET (35630), Lieudit " Le Placis Suzain".

3/ Ladite société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 449 004 183.

4/ Le capital de cette société s'élève à la somme de HUIT MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (8.450.000 EUR)

Il est divisé en 845.000 parts de dix euros (10,00€) de valeur nominale chacune portant les numéros 1 à 845.000, libérées pour partie et réparties entre les associés conformément à leurs apports.

5/ Ces parts dépendent notamment de la communauté de biens existant entre Monsieur et Madame GOTREAU dans les proportions suivantes :

- Monsieur GOTREAU détient, savoir :
 - o 176.072 parts en usufruit numérotées de 1 à 176.072 inclus
 - o 391.508 parts en pleine propriété numérotées de 316.928 à 708.435
- Madame GOTREAU détient, savoir :
 - o 140.855 parts en usufruit numérotées de 176.073 à 316.927.

Pour leur avoir été attribuées au moment de la constitution de la société en rémunération de leurs apports en nature respectifs, pour le compte de la communauté.

Etant ici précisé que pour le surplus des parts, celles-ci appartiennent à Monsieur Arnaud GROTEAU, donataire aux présentes, savoir :

- o 316.927 parts en nue-propriété, numérotées de 1 à 316.927 inclus,
- o 136.565 parts en pleine propriété, numérotées de 708.436 à 845.000 inclus,

Lesdites parts ayant été attribuées à Monsieur Arnaud GOTREAU en rémunération, pour partie, d'apports en nature entièrement libérés, et, pour le surplus, d'apports en numéraire.

6/ Monsieur et Madame GOTREAU, donateurs aux présentes, conviennent de donner entre vifs à Monsieur Arnaud GOTREAU, donataire, LA NUE PROPRIETE de partie des parts détenues par Monsieur Jean-Marie GOTREAU dans la société FINANCIERE GOTREAU susdésignée.

M. — J. — A.

7/ S'agissant d'une donation entre vifs et par conséquent d'une transmission de parts sociales, il résulte des statuts de la société FINANCIERE GOTREAU ce qui suit littéralement extrait :

« ARTICLE 11 : CESSIION ENTRE VIFS DES PARTS SOCIALES

I – CONSTATATION DES CESSIIONS DE PARTS

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un écrit.

La cession est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par transfert sur les registres de la société.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

II – AGREMENT

1- Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement exprès de la gérance ou sur décision unanime en cas de pluralité de gérants. Cette disposition vise toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, toutes transmissions par succession ou liquidation de communauté, fusion, scission, apport partiel d'actif, dissolution par réunion de toutes les parts en une seule main, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la gérance de la société. Si l'agrément est refusé, la gérance doit préalablement aviser les associés par lettre recommandée de la cession projetée, rappelant les dispositions des articles 1862 et 1863 du Code Civil.

(...)

3- Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiées par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

(...) »

CECI EXPOSE,

Il est passé à l'acte de donation objet des présentes :

DONATION

Monsieur et Madame Jean-Marie GOTREAU, font donation, selon les modalités ci-après exprimées,

A Monsieur Arnaud GOTREAU, qui accepte expressément, de :

LA NUE-PROPRIETE des biens ci-après désignés :

DESIGNATION

ARTICLE UNIQUE

LA NUE PROPRIETE de deux cent vingt cinq mille (225.000) parts numérotées de 316.928 à 541.927 inclus,

De la société "FINANCIERE GOTREAU" ayant son siège social à LANGOUET (35630), Lieudit "Le Placis Suzain", au capital de 8.450.000 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro

Appartenant à la communauté de biens existant entre Monsieur et Madame Jean-Marie GOTREAU, donateurs aux présentes, pour les avoirs reçus en rémunération d'apports en nature constitutifs de biens communs.

Lesdites parts entièrement libérées sont inscrites au nom de Monsieur Jean-Marie GOTREAU, comme il est dit dans l'exposé qui précède.

EVALUATION des BIENS DONNES

La valeur en toute propriété des parts sociales, estimée par les parties pour leur valeur vénale, est de :

DEUX MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS, ci 2.250.000,00 EUR

AP. 29 AR

✓

L'usufruit du **DONATEUR** portant sur la moitié des biens est évalué, eu égard à son âge, à 3/10èmes, soit : TROIS CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS, ci 337.500,00 EUR

L'usufruit de la **DONATRICE** portant sur la moitié des biens est évalué, eu égard à son âge, à 3/10èmes, soit : TROIS CENT TRENTE SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS, ci 337.500,00 EUR

Soit pour la **NUE-PROPRIETE** donnée eu égard à l'âge du **DONATEUR**, une valeur de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS ci 1.575.000,00 EUR

MODALITES DE LA DONATION

La présente donation est faite en avancement d'hoirie sur la succession du **DONATEUR**.

Les parties précisent qu'elles n'entendent apporter aucune dérogation aux règles légales relatives au rapport à faire par le **DONATAIRE** à raison de la présente donation, conformément à l'article 860, alinéas 1 et 2, du Code Civil.

INTERDICTION D'ALIENER

LE DONATEUR interdit formellement au **DONATAIRE**, qui s'y soumet, toutes mutations du ou des **BIENS** présentement donnés pendant sa vie, à peine de nullité desdits actes et même de révocation des présentes, sauf accord exprès préalable dudit **DONATEUR**.

INTERDICTION DE DONNER EN NANTISSEMENT

LE DONATEUR interdit formellement au **DONATAIRE**, qui s'y soumet, toutes mises en garantie des **BIENS** présentement donnés pendant sa vie, à peine de nullité desdits actes et même de révocation des présentes, sauf accord exprès préalable dudit **DONATEUR**.

OBLIGATION DE REMPLOI

En cas d'aliénation des droits sociaux présentement donnés du vivant du ou des donateurs avec leur autorisation, les **DONATEURS** obligent **LE DONATAIRE** à faire emploi du prix de vente soit dans un nouveau bien sur lequel les donateurs auront l'usufruit et le donataire la nue-propriété, aux mêmes clauses et conditions que les présentes, soit en l'acquisition d'un bien immobilier, soit en placements financiers dépourvus de tout risque sur le capital et produisant un revenu qui sera distribué aux usufruitiers.

RESERVE DU DROIT DE RETOUR

LE DONATEUR fait réserve expresse à son profit, du droit de retour sur le ou les **BIENS** présentement donnés ou sur ceux qui en seront la représentation, conformément aux articles 951 et 952 du Code Civil, pour le cas où **LE DONATAIRE** viendrait à décéder sans postérité avant lui, et, pour le cas encore, où les enfants ou descendants du **DONATAIRE** viendraient eux-mêmes à décéder sans postérité avant **LE DONATEUR**.

PROPRIETE - JOUISSANCE

LE DONATAIRE sera propriétaire de la **NUE PROPRIETE** des **BIENS** présentement donnés à compter de ce jour.

Al. 29 AR

Il en aura la jouissance à compter du jour du décès des **DONATEURS** ou du dernier survivant d'entre eux, lesquels font réserve expresse leur vie durant, à leur profit et au profit du survivant d'entre eux, de l'usufruit des droits sociaux donnés aux présentes.

CONDITIONS DE L'USUFRUIT RESERVE

LE DONATEUR, usufruitier, jouira de l'usufruit réservé en "bon père de famille" et aux charges de droit, excepté celles de fournir caution et de faire dresser inventaire des biens donnés comme l'indiquent les articles 600 et 601 du Code civil.

Réversion d'usufruit

Les **DONATEURS** entendent se réserver l'usufruit dont il s'agit leur vie durant et stipulent l'usufruit de l'entier bien présentement donné au profit et jusqu'au décès du survivant d'eux, ce qui est accepté par chacun d'eux.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

1') La donation est faite sous les charges et conditions ordinaires et de droit.

2') Le DONATAIRE atteste avoir pris connaissance des statuts de la société civile dénommée "FINANCIERE GOTREAU", dont s'agit, dès avant ce jour et s'engage par les présentes à les respecter.

Il déclare également avoir eu la possibilité de consulter tous documents juridiques, comptables et fiscaux qu'il jugeait nécessaires.

En matière de droit de vote, il est ici littéralement rapporté un extrait de l'article 13 des statuts :

« ARTICLE 13 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

(...)

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être un associé.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme un associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

(...) »

CLAUSE D'EXCLUSION DE COMMUNAUTE

A titre de condition essentielle et déterminante des présentes, le **DONATEUR** stipule que le ou les **BIENS** présentement donnés devront rester exclus de toute communauté présente ou à venir du **DONATAIRE** que ce soit par mariage ou remariage subséquent ou changement de régime matrimonial.

Il en sera également de même pour le ou les **BIENS** qui viendraient à leur être, le cas échéant, subrogés.

AP. 58 *AR*

/

Le **DONATAIRE** déclare avoir été parfaitement informé par le rédacteur des présentes de l'utilité et des formes du remploi visé à l'article 1434 du Code Civil.

DECLARATIONS FISCALES

Donations antérieures :

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'a consenti aucune donation au **DONATAIRE** sous quelque forme que ce soit, au cours des dix années antérieures à ce jour, à l'exception :

D'une donation entre vifs de la nue-propiété de valeurs mobilières consentie suivant acte reçu par Maître LECUYER, Notaire associé soussigné, le 24 février 1999, enregistrée à la Recette Principale de RENNES SUD, le 2 mars 1999, folio 19, bordereau n°194/10.

Aux termes de cette donation,

- Monsieur GOTREAU a transmis à son fils la nue propriété de valeurs mobilières évaluée à 1.080.233,49 Francs soit 164.680,53 Euros,

- Madame GOTREAU a transmis à son fils la nue propriété de valeurs mobilières évaluée à 1.260.272,40 Francs soit 192.127,29 Euros.

Nombre d'enfants du donateur :

Le **DONATEUR** déclare ne pas avoir d'autre enfant que « **LE DONATAIRE** » aux présentes.

Nombre d'enfants du donataire :

Le **DONATAIRE** déclare qu'il n'a pas d'enfant.

Evaluation :

Les parties déclarent :

Que le **BIEN** a une valeur transmise de UN MILLION CINQ CENT SOIXANTE QUINZE MILLE EUROS (1.575.000 EUR) pour la nue-propiété, soit une valeur transmise de SEPT CENT QUATRE-VINGT SEPT MILLE CINQ CENTS EUROS (787500 EUR) par chacun des donateurs.

Abattements :

Par suite de l'affectation de l'intégralité de l'abattement applicable en ligne directe à la donation réalisée en 1999 susrelatée, la présente donation ne donnera lieu à application d'aucun abattement.

Calcul des droits

Monsieur Arnaud GOTREAU




Arnaud GOTREAU						
	DONATEUR			DONATRICE		
PART TAXABLE	787.500			787.500		
Abattement légal	46.000			46.000		
Abattement déjà utilisé lors des donations antérieures	46.000			46.000		
Abattement résiduel	0			0		
RESTE TAXABLE	787.500			787.500		
Tranche atteinte lors de donations antérieures	20			20		
Pour un montant de	103.700			131.147		
CALCUL DES DROITS						
	Montant	%	Total	Montant	%	Total
	401.300	20	80.260	373.853	20	74.771
	330.000	30	99.000	330.000	30	99.000
	56.200	35	19.670	83.647	35	29.276
TOTAL	198.930			203.047		
Nombre d'enfants	0			0		
SOUS-TOTAL	198.930			203.047		
Réduction spéciale	50	99.465		50	101.524	
DROITS A PAYER	99.465			101.523		
TOTAL				200.988		

ABSENCE DE GARANTIE DE PASSIF

La présente donation est consentie sans aucune garantie du passif social de la société dont les parts sociales sont présumées données.

AGREMENT DU DONATAIRE PAR LA SOCIETE FINANCIERE HOLDING **OPPOSABILITE DE LA CESSION OBJET DES PRESENTES**

Agrément du donataire par la société FINANCIERE GOTREAU :

Suivant *convenir en date de ce jour, demeurant ci-joint et annexé*, le gérant de la société FINANCIERE GOTREAU a donné son consentement à la présente cession.

Forme - condition et opposabilité des mutations :

Les mutations de titres sociaux doivent être constatées par acte authentique par acte authentique ou sous seing privé.

La mutation n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte d'Huissier de Justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La mutation n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés compétent de deux copies authentiques de l'acte de mutation ou de deux originaux s'il est sous seing privé.

Signification à la société :

Conformément à l'article 1690 du Code Civil, Monsieur Jean-Marie GOTREAU, donateur aux présentes,

En sa qualité de Gérant de la société dont dépendent les droits sociaux, nommé en cette qualité aux termes de l'article 33 des statuts de ladite société,

Déclare accepter, au nom de la société, la présente donation et donne toute dispense de signification nécessaire.

Le Gérant déclare que les parts ci-dessus appartiennent bien au DONATEUR et qu'elles sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement.

Le Gérant précise également qu'il n'y a pas de règlement amiable en cours.

H. J. G. or

Publication :

Un extrait du présent acte sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce auprès duquel la société est immatriculée par les soins du Notaire soussigné.

GARANTIE

Cette donation est faite, avec garantie de tous troubles, évictions et autres empêchements quelconques, le **DONATEUR** s'y obligeant expressément.

ACTION REVOCATOIRE

A défaut par **LE DONATAIRE**, d'exécuter les conditions de la présente donation, **LE DONATEUR** pourra, comme de droit, en faire prononcer la révocation.

DECLARATIONS

LE DONATEUR déclare :

Qu'il n'est pas en état de redressement ni de liquidation judiciaire ni de cessation de paiement,

Qu'il n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation ou la mise sous séquestre de ses biens, ou redevable de cotisations arriérées envers la Sécurité Sociale et les Caisses d'Allocations Familiales.

LE DONATEUR et **LE DONATAIRE** déclarent :

Que leur état-civil tel qu'indiqué en tête des présentes est exact.

Qu'ils ne sont concernés :

- Par aucune des mesures de protection légale des incapables sauf le cas échéant, ce qui a pu être spécifié à la suite de leur comparution pour le cas où ils feraient l'objet de telle mesure.

- Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 Décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.

Qu'ils ont parfaite connaissance des dispositions relatives à l'aide sociale et de leurs conséquences lorsque la donation intervient après l'obtention de celle-ci ou dans les dix ans précédant cette obtention, et déclarent ne pas bénéficier actuellement de ces dispositions et ne pas envisager de demander un telle aide dans les dix ans à venir.

Qu'ils ont parfaite connaissance des dispositions de l'article 751 du Code Général des Impôts aux termes desquelles notamment sont présumés, au seul point de vue fiscal, faire partie de la succession de l'usufruitier les biens donnés dans les trois mois précédant le décès du **DONATEUR**.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

CERTIFICAT DE CONFORMITE

Le Notaire soussigné atteste que le présent acte contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes, et de leurs suites et conséquences, notamment le cas échéant les redressements, seront à la charge du **DONATEUR**.

1521 AB

ELECTION DE DOMICILE

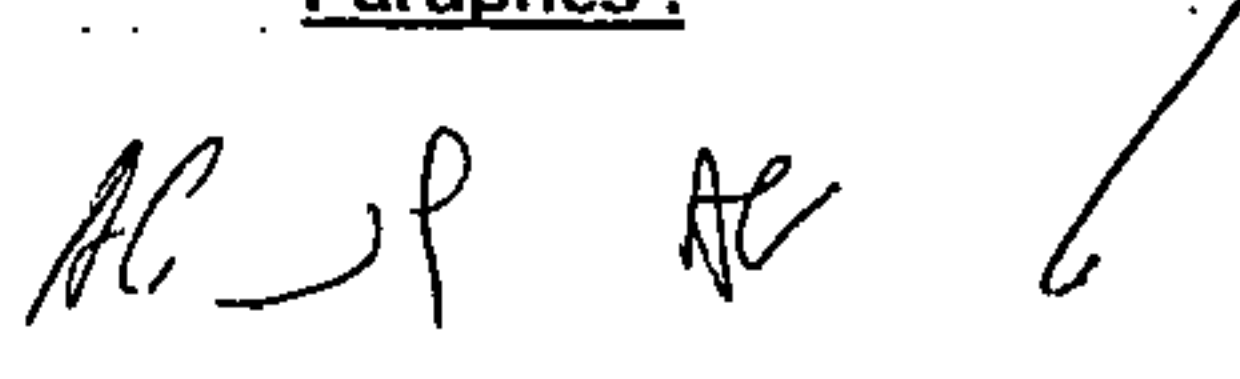
Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives sus-indiquées.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par la loi, que le présent acte exprime l'intégralité des valeurs estimatives, et elles reconnaissent avoir été informées par le notaire des peines encourues en cas d'inexactitude de cette déclaration.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre.

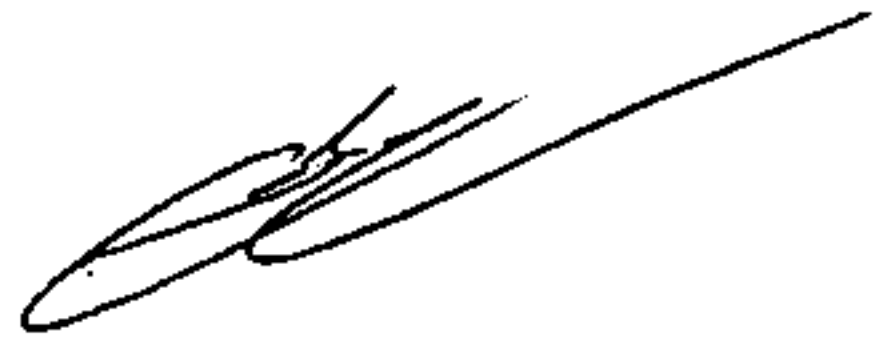
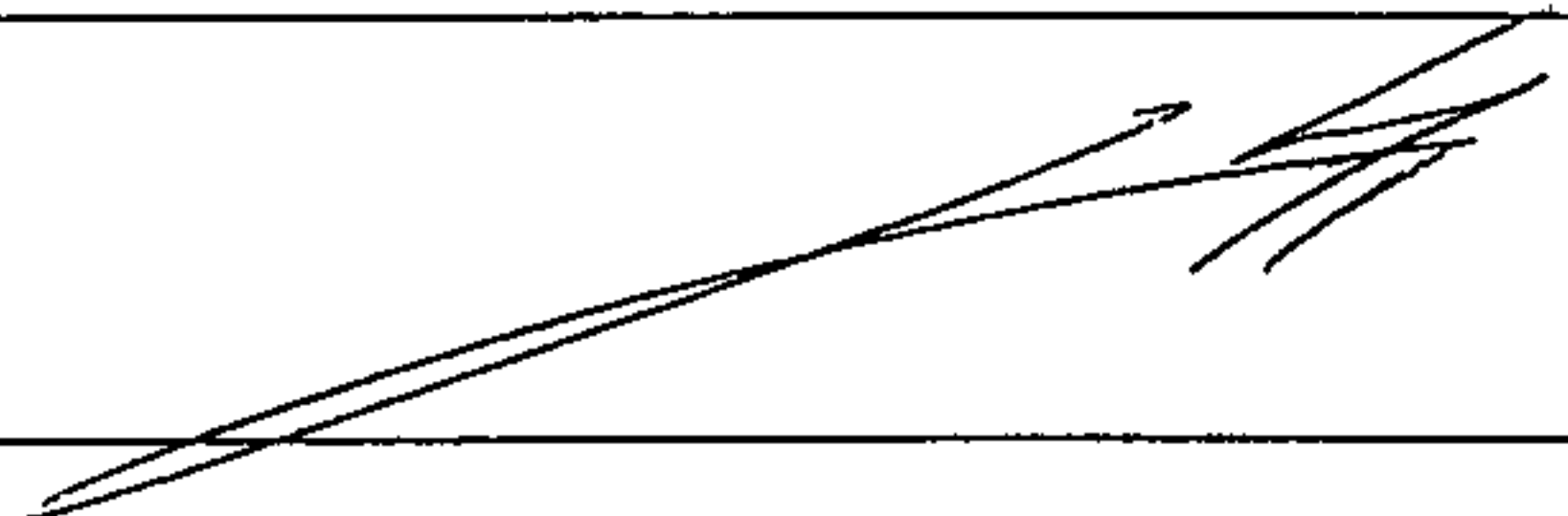
DONT ACTE sur NEUF pages

<u>Comprenant :</u>	<u>Nombre :</u>	<u>Paraphes :</u>
Renvoi approuvé	<i>neant</i>	
Barre tirée dans des blancs	<i>neant</i>	
Ligne entière rayée	<i>neant</i>	
Chiffre rayé nul	<i>neant</i>	
Mot nul	<i>neant</i>	

Fait et passé à RENNES, au siège de l'office notarial dénommé en tête des présentes.

Les jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Et après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

DONATEUR	
DONATAIRE	
NOTAIRE	

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE RENNES EST

Le 04/07/2003 Bordereau n°2003/704 Case n°6

Ext 4119

Enregistrement : 200 988 €

Timbre : Acquitté sur état ou autre

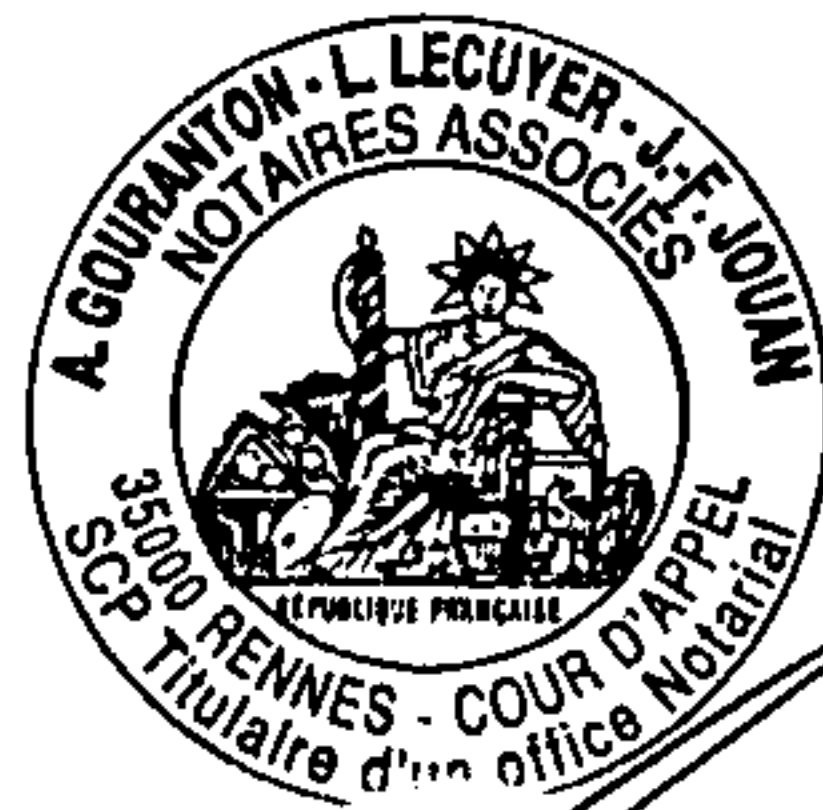
Total liquidé : deux cents mille neuf cent quatre-vingt-huit euros

Montant reçu : deux cents mille neuf cent quatre-vingt-huit euros

L'Agent


M^{me} Marie-Claude BUAN

EXPEDITION sur dix pages réalisée par reprographie,
conforme à la minute sur laquelle figure la mention des renvois, des
mots, lignes et chiffres rayés nuls et des blancs batonnés, et délivrée par
le Notaire Associé soussigné.



A handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping horizontal stroke followed by a series of loops and a final upward stroke.

ANNEXÉ à la minute
d'un acte reçu par le notaire
associé soussigné,
le 26 juin 2003

AGREMENT

LANGOUET, le 26 juin 2003

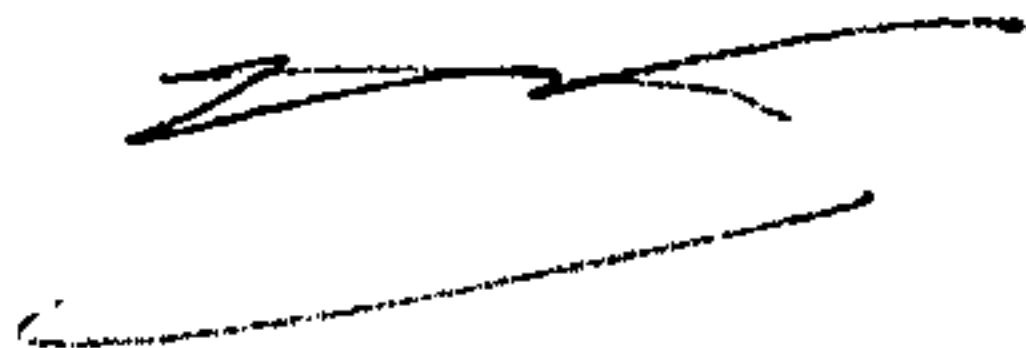
A l'attention de M et Mme Jean-Marie GOTREAU,

Madame, Monsieur,

Conformément à la loi et aux statuts de la société FINANCIERE GOTREAU, société civile au capital de 8.450.000 euros, ayant son siège social à LANGOUET (35630), Le Placis Suzain,, j'ai l'honneur de vous informer que l'agrément vous ait accordé en vue de la donation de la nue-propiété de 225.000 parts de la société FINANCIERE GOTREAU que vous détenez au profit de M. Arnaud GOTREAU, pour une valeur de 1.575.000 euros.

Veillez croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le Gérant



FINANCIERE GOTREAU

Société Civile

au Capital de 8.450.000 Euros

Siège social : LE PLACIS SUZAIN

35630 LANGOUET

RCS RENNES

STATUTS

MIS A JOUR LE 26 JUIN 2003

Statuts actuels mis à jour par le gérant



LES SOUSSIGNES

- **Monsieur Jean-Marie GOTREAU,**
Demeurant à LANGOUET (35630), Le Placis Suzain,
Conjoint de Madame Anna TEXIER, également soussignée, mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de BRETEIL (35), le 1^{er} mai 1976,
Né le 29 avril 1950 à PETIT BERSAC (24600),

- **Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU,**
Demeurant à LANGOUET (35630), Le Placis Suzain,
Conjoint de Monsieur Jean-Marie GOTREAU, également soussigné, mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de BRETEIL (35), le 1^{er} mai 1976,
Née le 7 avril 1947 à MONTFORT SUR MEU (35160),

- **Monsieur Arnaud GOTREAU,**
Demeurant à LANGOUET (35630), Le Placis Suzain,
Célibataire majeur,
Né le 3 juillet 1980 à RENNES (35000),

ONT DECIDE D'ETABLIR COMME SUIVANT LES STATUTS DE LA SOCIETE CIVILE QU'ILS
ONT CONVENU DE CONSTITUER ENTRE EUX :

TITRE 1

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société Civile régie par les dispositions du Titre IX du Livre Troisième du Code Civil et par les règlements pris pour son application, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet :

- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, ainsi que toutes activités connexes et accessoires tendant à la gestion de ses participations,
- et généralement toutes opérations mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu qu'elles ne modifient en rien le caractère civil de la société.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La société prend la dénomination suivante :

FINANCIERE GOTREAU

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie, de manière lisible, une fois au moins des mots "société civile" suivie de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

Langouet (35630) – LE PLACIS SUZAIN

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence et partout ailleurs, sur décision extraordinaire de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 – DUREE – PROROGATION

La durée de la société est fixée à quatre-ving-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La durée de la société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre vingt dix neuf ans.

TITRE 2

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 6 - APPORTS

6-1 APPORTS EN NATURE :

Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU et Monsieur Arnaud GOTREAU apportent à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit, les titres ci-après énumérés représentatifs du capital de la société à responsabilité limitée ECTP HOLDING présentant les caractéristiques suivantes :

ECTP HOLDING : société à responsabilité limitée au capital de 990.919 Euros, divisé en 65.000 parts de même valeur nominale, ayant son siège à MONTREUIL LE GAST (35520),

ZA La Métairie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES sous le numéro 382 019 933 et ayant pour objet et activité principale l'administration d'entreprises.

TITRES APPORTES

	Nue propriété	Usufruit	Pleine propriété
Monsieur Jean-Marie GOTREAU		13.544 parts (n° 1 à 13.544)	30.116 parts (n° 13.545 à 43.660)
Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU		10.835 parts (n° 43.662 à 54.496)	
Monsieur Arnaud GOTREAU	24.379 parts (n° 1 à 13.544 et n° 43.662 à 54.596)		10.503 parts (n° 54.497 à 64.999)
TOTAL	24.379	24.379	40.619

TOTAL DES TITRES APPORTES :

64.998 parts

Ainsi Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU et Monsieur Arnaud GOTREAU, se référant expressément à l'acte de donation-partage reçu par Maître LECUYER, Notaire à RENNES (35), en date du 24 février 1999 dont une expédition est ci-annexée, font apport conjointement de l'usufruit et de la nue-propriété des 24.379 parts mentionnées dans le tableau ci-dessus, entièrement souscrites et libérées, comprises dans ladite donation-partage, numérotées de 1 à 13.544 et de 43.662 à 54.496.

Conformément aux dispositions de l'acte de donation-partage précité, les donateurs, Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU, autorisent expressément le donataire, Monsieur Arnaud GOTREAU, à procéder à l'apport des parts susvisées.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts présentement apportées, appartiennent en toute propriété ou en nue-propriété et usufruit aux apporteurs, pour leur avoir été attribuées en rémunération d'apports en numéraire ou à la suite de la donation-partage susvisée ou pour les avoir acquises régulièrement.

CONDITION DES APPORTS

La société aura la propriété des parts à elle apportées, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et elle en aura la jouissance à compter de ce jour.

Elle sera donc aux droits des apporteurs et aura et exercera à compter dudit jour, tous les droits, actions et obligations attachés aux parts présentement apportées.

AGREMENT

La présente société a été agréée comme associée de la société ECTP HOLDING, aux termes d'une décision en date du 5 juin 2003.

VALORISATION DES APPORTS

Les parts objet de l'apport ont été évaluées savoir : 130 Euros la part.

2

En conséquence le montant des apports s'élève à 8.449.740 Euros pour les 64.998 parts apportées par Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU et Monsieur Arnaud GOTREAU.

REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération des apports ci-dessus effectués, il est attribué aux associés les parts suivant la répartition ci-après :

	Nue propriété	Usufruit	Pleine propriété
Monsieur Jean-Marie GOTREAU		176.072 parts (n° 1 à 176.072)	391.508 parts (n° 316.928 à 708.435)
Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU		140.855 parts (n° 176.073 à 316.927)	
Monsieur Arnaud GOTREAU	316.927 parts (n° 1 à 316.927)		136.539 parts (n° 708.436 à 844.974)
TOTAL	316.927	316.927	528.047

Ainsi Monsieur Jean-Marie GOTREAU, Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU et Monsieur Arnaud GOTREAU, en rémunération de l'apport conjoint de l'usufruit et de la nue-propriété des 24.379 parts de la société ECTP HOLDING visé ci-avant, reçoivent, en vertu du principe de subrogation, respectivement l'usufruit et la nue-propriété de 316.927 parts de la société FINANCIERE GOTREAU, le donataire respectant par là-même les obligations découlant de l'acte de donation-partage en date du 24 février 1999.

Aucune soulte n'est versée aux apporteurs.

Il est précisé, en tant que de besoin, que les apporteurs demandent à bénéficier du régime d'imposition de faveur prévu à l'article 150-O B du Code Général des Impôts.

6-2 APPORTS EN NUMERAIRE

Monsieur Arnaud GOTREAU apporte une somme de DEUX CENT SOIXANTE EUROS (260 €), rémunérée par l'attribution de VINGT SIX (26) parts sociales portant les numéros 844 975 à 845 000.

Les fonds correspondant à cet apport seront libérés sur simple appel de la gérance.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à HUIT MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (8.450.000 €). Il correspond au montant des apports effectués par les associés.

Il est divisé en HUIT CENT QUARANTE CINQ MILLE (845.000) parts de DIX EUROS (10 €) chacune portant les numéros 1 à 845.000, souscrites par les associés et attribuées à chacun d'entre eux dans la proportion de leurs apports respectifs et de la donation ultérieure consentie suivant acte reçu par Me LECUYER, Notaire à RENNES, le 26 juin 2003, savoir :

	Nue propriété	Usufruit	Pleine propriété
Monsieur Jean-Marie GOTREAU		401.072 parts (n°1 à 176.072 et n°316.928 à 541.927)	166.508 parts (n°541.928 à 708.435)
Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU		140.855 parts (n°176.073 à 316.927)	
Monsieur Arnaud GOTREAU	541.927 parts (n°1 à 541.927)		136.565 parts (n°708.436 à 845.000)
TOTAL	541.927	541.927	303.073

TOTAL DES PARTS :

845.000 parts

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois mais, les attributaires, devront être agréés dans les conditions fixées ci-après.

Les associés jouissent d'un droit préférentiel de souscription et les parts nouvelles sont émises au pair ou avec une prime suivant la décision de la collectivité des associés.

Les formes et délais de souscription sont fixés par la gérance, sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 9 - REDUCTION DU CAPITAL

Le capital social peut aussi, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, avec obligation, s'il y a lieu, de cession ou d'achat de parts anciennes pour permettre l'opération.

ARTICLE 10 - REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 11 - CESSION ENTRE VIFS DES PARTS SOCIALES

I - CONSTATATION DES CESSIONS DE PARTS

Toute cession de parts sociales doit être constatée par un écrit.

La cession est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil ou par transfert sur les registres de la société.



Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication.

II - AGREMENT

1 - Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec le consentement exprès de la gérance ou sur décision unanime en cas de pluralité de gérants. Cette disposition vise toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, toutes transmissions par succession ou liquidation de communauté, fusion, scission, apport partiel d'actif, dissolution par réunion de toutes les parts en une seule main, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la gérance de la société. Si l'agrément est refusé, la gérance doit préalablement aviser les associés par lettre recommandée de la cession projetée, rappelant les dispositions des articles 1862 et 1863 du Code civil.

Le refus d'agrément est notifié à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés doivent acquérir ou faire acquérir les parts.

Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée. Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

—

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet du projet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision.

Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

2 - Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement donnant lieu à une publicité conforme aux dispositions réglementaires en vigueur, qui détermine le rang des créanciers nantis.

Tout associé peut obtenir le consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément à une cession de parts. Il est notifié la décision de consentir au projet de nantissement ou de refuser de l'agréer, dans le délai de deux mois à compter de la dernière des notifications de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai est assimilé à un agrément.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente.

Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie. Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel la gérance a donné son consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société. Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation, ou la dissolution de la société, dans les conditions prévues au paragraphe 1, ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 3 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

3 - Le projet de cession de parts ou de nantissement en vue d'un agrément, la renonciation au projet de cession, la date de réalisation forcée des parts sont notifiés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.



S'il résulte d'un acte sous seing privé et s'il n'a pas été accepté dans un acte authentique, le nantissement des parts sociales est signifié à la société par acte d'huissier de justice.

Les décisions de la gérance sur la demande d'agrément, le nom du ou des acquéreurs proposés, l'offre de rachat par la société sont notifiés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Toutes autres notifications ou significations sont faites soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par acte d'huissier de justice. L'urgence justifie en outre, dans tous les cas, le recours à ce dernier procédé.

ARTICLE 12 - DECES OU RETRAIT D'UN ASSOCIE

I - DECES

En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute et continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé, qui peuvent devenir associés s'ils sont agréés dans les conditions de l'article 11. Lorsque la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci devient également associée si elle est agréée.

II - RETRAIT D'UN ASSOCIE

L'associé qui ne dispose pas d'acheteur pour ses parts sociales ne peut se retirer de la société sans une autorisation donnée par la gérance. Toutefois, son retrait de la société peut être autorisé par décision de justice, s'il est fondé sur de justes motifs et s'il ne va pas à l'encontre des intérêts des autres associés. L'associé autorisé à se retirer a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres associés soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la société elle-même. En cas de contestation cette valeur est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

L'associé qui se retire ne peut prétendre à la reprise du bien qu'il a apporté et qui se trouve encore en nature dans l'actif social, cette reprise ne pouvant s'exercer qu'après la dissolution et la liquidation de la société.

La valeur des droits sociaux de l'associé qui se retire est payable comptant au jour de la réalisation effective du rachat.

Lorsqu'un associé a demandé à se retirer de la société conformément aux dispositions ci-dessus, les autres associés peuvent à l'unanimité décider la dissolution anticipée de la société.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes. Elle donne aussi droit de participer aux décisions collectives selon les modalités fixées ci-après.

L'associé répond à l'égard des tiers, indéfiniment des pertes sociales à proportion de sa part dans le capital social à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements. Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la société.



Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La propriété, d'une part, emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter, lequel mandataire pourra ne pas être un associé.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire non soumis à agrément compte comme un associé. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois. Ces dispositions sont applicables à chaque nu-propriétaire de parts sociales grevées d'usufruit.

En cas de démembrement du droit de propriété, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions ordinaires et au nu-propriétaire pour les décisions extraordinaires. Toutefois, le nu-propriétaire doit être convoqué à toutes les assemblées générales.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens papiers et droits de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration.

TITRE 3

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - GERANCE : NOMINATION ET DUREE DES FONCTIONS

1 - La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, désignés par décision unanime des associés avec ou sans limitation de leur mandat.

2 - Les fonctions de gérant cessent par son décès, sa déconfiture, sa faillite personnelle, sa mise en liquidation des biens, son redressement judiciaire, sa démission ou sa révocation.

Le décès, la démission ou la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraînent ni la dissolution de la société, ni, en cas de démission ou de révocation d'un gérant associé, le droit pour celui-ci de se retirer de la société. Un nouveau gérant est alors nommé à l'unanimité par la collectivité des associés convoquée d'urgence par le gérant démissionnaire ou, à défaut, ainsi que dans les autres cas, par un mandataire de justice nommé à la requête de l'associé le plus diligent.

3 - Le gérant est révocable au cours de son mandat par une décision unanime des associés. Si le gérant est lui-même associé, il ne peut prendre part au vote.

4 - Si pour quelque cause que ce soit, la société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au président du tribunal statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.



Si la société est dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au tribunal de prononcer la dissolution de la société.

ARTICLE 15 - POUVOIRS DE LA GERANCE

Dans les rapports entre associés, et sauf décision contraire de l'assemblée générale, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société, y compris les emprunts, les constitutions de garantie, les achats et les ventes de participations, de meubles ou d'immeubles.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations entrant dans l'objet social.

En cas de pluralité de gérants, chacun exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit de chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toute délégation de pouvoirs.

ARTICLE 16 - REMUNERATION DE LA GERANCE

En rémunération de leurs fonctions et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, les gérants peuvent avoir un traitement fixe, proportionnel ou mixte, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés lors de leur nomination.

Le gérant a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

TITRE 4

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 - OBJET

Les décisions collectives des associés ont notamment pour objet d'approuver les comptes sociaux, d'autoriser les gérants pour des opérations excédant leurs pouvoirs, de nommer et révoquer les gérants et de modifier les statuts.

ARTICLE 18 - MODES DE CONSULTATION

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui obligent les associés, même absents, dissidents ou incapables.

Ces décisions résultent, au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation par correspondance. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.



2 - Tout associé a droit de participer aux décisions quels que soient la nature et le nombre de ses parts, avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Tout associé peut se faire représenter par son conjoint (associé ou non) ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

A - ASSEMBLEE GENERALE - L'assemblée est convoquée par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

Un associé peut également demander la convocation aux conditions prévues par l'article 39 du décret du 3 Juillet 1978.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés. Cette lettre indique l'ordre du jour de l'assemblée. Toutefois, si tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer quels que soient les formes et délais de convocation.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Ces documents peuvent leur être adressés sur demande, à leurs frais, par lettre recommandée.

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le gérant et, le cas échéant, par le président de séance. A défaut de feuille de présence, la signature de tous les associés présents figure sur ce procès-verbal.

B - CONSULTATION ECRITE - En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non".

La réponse est adressée par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions des associés ne concernant pas les modifications statutaires, étant précisé que la nomination et la révocation des gérants, même statutaires, sont de leur compétence.

Chaque année, la gérance doit rendre compte de la gestion aux associés ainsi qu'il est dit à l'article 23 ci-après.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas atteinte, les décisions sont sur deuxième convocation prises à la majorité des votes émis quelle que soit la proportion du capital représentée.

Toutefois, la majorité est irréductible s'il s'agit de voter sur la nomination ou la révocation du gérant.



ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés modificatives des statuts ou décidant la dissolution de la société.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par un ou des associés représentant plus des trois quart du capital social.

ARTICLE 21 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés ont le droit d'obtenir au moins une fois par an communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

Le rapport de la gérance, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Ils exercent par ailleurs les droits de communication prévus par la réglementation en vigueur.

TITRE 5

EXERCICE SOCIAL - COMPTES

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2003.

ARTICLE 23 - COMPTES - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

A la clôture de chaque exercice, il est dressé par les soins de la gérance, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société et un compte d'exploitation générale.

La gérance doit, au moins une fois par an, rendre compte de sa gestion aux associés.

Cette reddition de comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Les associés sont réunis dans les six mois de la clôture de l'exercice pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets.



Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, reporter à nouveau tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices ou affecter tout ou partie de cette part toutes provisions ou à toutes réserves générales ou spéciales dont ils décident la création et déterminent l'emploi s'il y a lieu.

Les pertes, s'il en existe, et après imputation sur les bénéfices non répartis, sur les réserves puis sur le capital, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant.

TITRE 6

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 25 - DISSOLUTION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

ARTICLE 26 - LIQUIDATION

Le liquidateur est désigné par la collectivité des associés statuant comme en matière ordinaire ou à défaut par décision de justice à la demande de tout intéressé.

L'acte de nomination définit ses pouvoirs et sa rémunération.

Pendant la liquidation, les associés peuvent prendre des décisions ordinaires ou extraordinaires afférentes à la liquidation.

La décision de clôture de la liquidation est prise par les associés après approbation des comptes définitifs de la liquidation.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices.

Les règles concernant le partage des successions s'appliquent au partage entre associés.

TITRE 7

PERSONNALITE MORALE

PUBLICITE - CONTESTATIONS

ARTICLE 27 - PERSONNALITE MORALE

La société jouit de la personnalité morale à compter de son immatriculation jusqu'à la publication de la clôture de la liquidation.



ARTICLE 28 - AUTORISATION D'ENGAGEMENTS

Dès à présent, le gérant est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

ARTICLE 29 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean-Marie GOTREAU pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et spécialement pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

ARTICLE 30 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires auxquels donnera ouverture la constitution de la société seront portés au compte de frais généraux et amortis dans la première année et en tout cas avant toute distribution de bénéfices.

ARTICLE 31 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre associés, soit entre les associés, le ou les gérants et la société, seront soumises à la juridiction des tribunaux de grande instance compétents.

TITRE 8

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32 - REMISE D'UN EXEMPLAIRE DES STATUTS

Chaque associé reconnaît avoir retiré un exemplaire sur papier libre des présents statuts.

ARTICLE 33 - NOMINATION DES GERANTS

La gérance de la société est assurée, sans limitation de durée, par :

- **Monsieur Jean-Marie GOTREAU**, demeurant à LANGOUET (35630), Le PLACIS Suzain, ici présent et qui accepte.

Aux termes des fonctions du gérant nommé ci-dessus, pour quelque motif que ce soit, et en l'absence de désignation d'un autre gérant dans les conditions décrites à l'article 14 ci-dessus, la gérance sera assurée, sans limitation de durée, par :

- **Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU**, demeurant à LANGOUET (35630), Le PLACIS Suzain, ici présente et qui accepte.

72

ARTICLE 34 - APPLICATION DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Conformément à l'article 1832-2 du Code Civil, Madame Anna TEXIER, conjoint de Monsieur Jean-Marie GOTREAU,

Après avoir pris connaissance par elle-même de tout ce qui précède, déclare, en tant que de besoin, avoir été informée que le prix des parts souscrites par son conjoint a été financé avec des biens dépendant de la communauté de biens existant entre eux.

Madame Anna TEXIER déclare ne pas revendiquer la qualité d'associée au titre de la souscription effectuée par son conjoint.

Conformément à l'article 1832-2 du Code Civil, Monsieur Jean-Marie GOTREAU, conjoint de Madame Anna TEXIER,

Après avoir pris connaissance par lui-même de tout ce qui précède, déclare, en tant que de besoin, avoir été informé que le prix des parts souscrites par son conjoint a été financé avec des biens dépendant de la communauté de biens existant entre eux.

Monsieur Jean-Marie GOTREAU déclare ne pas revendiquer la qualité d'associé au titre de la souscription effectuée par son conjoint.

TITRE 9

REGIME FISCAL

ARTICLE 35 – REGIME FISCAL

Les parties décident d'opter pour l'assujettissement de la société à l'impôt sur les sociétés. Cette option sera notifiée au service des impôts dont dépend la société dans les conditions de l'article 239 du Code Général des Impôts et de l'article 22 de l'annexe IV audit Code.

Fait à

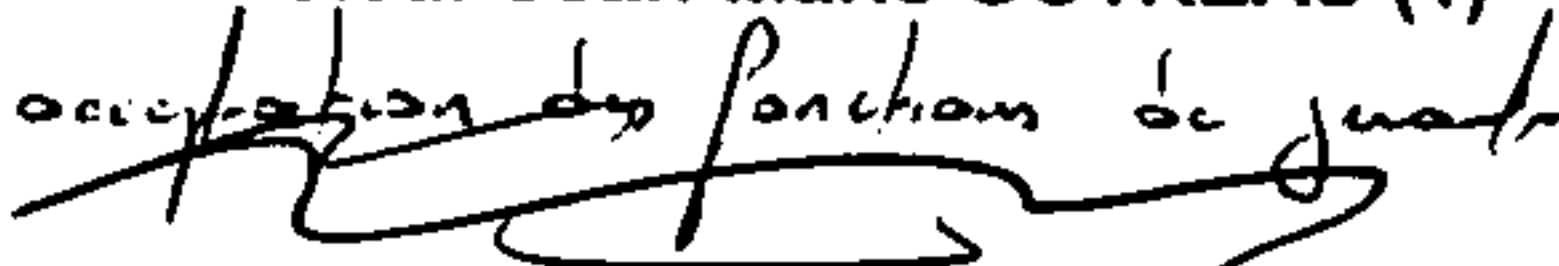
Le

En SEPT exemplaires originaux.

Monsieur Jean-Marie GOTREAU (1)

Madame Anna TEXIER, épouse GOTREAU(1)

Bon pour acceptation des fonctions de gérant



Monsieur Arnaud GOTREAU

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Bon pour acceptation des fonctions de gérant".